

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2011 — 2008

[C – 2011/29399]

**23 JUIN 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles relatives aux habilitations octroyées aux établissements de l'enseignement de promotion sociale pour l'organisation des sections sanctionnées par les grades de bachelier, de spécialisation ou de master et par le brevet de l'enseignement supérieur**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 45, remplacé par le décret du 14 novembre 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les règles relatives aux habilitations octroyées aux établissements de l'enseignement de promotion sociale pour l'organisation des sections sanctionnées par les grades de bachelier, de spécialisation ou de master et par le brevet de l'enseignement supérieur;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 10 décembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 décembre 2011;

Vu les protocoles de négociation du 24 janvier 2011 du Comité de négociation du secteur IX : « Enseignement » (Communauté française), du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation des 24 janvier et 4 février 2011 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et des Centres Psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis n° 49.592/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 mai 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le décret : le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° section : une section de l'enseignement supérieur de promotion sociale dûment approuvée au sens des articles 10 à 12 du décret;

3° unité de formation : une unité de formation de l'enseignement supérieur de promotion sociale dûment approuvée au sens des articles 13 et 14 du décret;

4° unité de formation organisée au cours d'une année civile : toute unité de formation ayant débuté durant l'année civile;

5° Conseil supérieur : le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale créé par l'article 78 du décret;

6° les Commissions sous-régionales (CSR) : les Commissions sous-régionales créées par l'article 123bis du décret;

7° le Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

8° réseau :

1. le Conseil de coordination tel que défini par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 novembre 2002 portant création du Conseil de coordination et des Conseils de zone de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française;

2. les organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné reconnus par le Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 2.** Conformément à l'article 45, alinéa 3, du décret, les habilitations octroyant aux établissements d'enseignement de promotion sociale, organisés ou subventionnés par la Communauté française, l'autorisation d'organiser des sections délivrant le grade de bachelier, de spécialisation, de master ou le brevet de l'enseignement supérieur sont arrêtées par le Gouvernement sur avis du Conseil supérieur. Les habilitations précisent l'(les) implantation(s) concernée(s).

L'octroi d'une habilitation se fait uniquement pour une section approuvée au préalable par le Gouvernement.

L'habilitation octroyée peut être partielle ou limitée dans le temps si la demande d'habilitation fait expressément mention d'une convention telle que définie à l'article 72 ou à l'article 114 du décret.

Le Conseil supérieur définit les procédures et les modalités de réception, d'examen et de transmission des demandes d'habilitation. Ces procédures et modalités sont communiquées aux réseaux et aux Commissions sous-régionales pour le 15 décembre de chaque année.

**Art. 3.** Conformément à l'article 123bis, § 3, 1<sup>er</sup> alinéa, du décret, l'examen des demandes d'habilitation se fait sur base des critères suivants :

1° l'adéquation de l'offre de formation aux besoins socio-économiques, en concertation avec les instances socio-économiques de la zone géographique en ce qui concerne, notamment, la demande de main d'œuvre qualifiée par les secteurs professionnels concernés, le caractère pointu de la formation, la densité de population dans la zone, le caractère conventionné de la formation.

Selon le cas, l'avis du Comité subrégional de l'emploi et de la formation concerné ou de la Commission consultative formation-emploi-enseignement est sollicité;

2° la dimension concurrentielle de l'offre et son public potentiel et en particulier par le biais du relevé des organisations existantes de la formation concernée et des éventuelles conventions de coopération existantes;

3° l'inscription de la demande d'habilitation dans le cadre de conventions telles que prévues aux articles 72 et 114 du décret.

**Art. 4.** Le pouvoir organisateur de l'établissement dans l'enseignement subventionné par la Communauté française ou le directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française adresse une demande d'habilitation à son réseau.

La demande d'habilitation doit contenir les éléments d'information et de motivation relatifs aux critères d'habilitation énoncés à l'article 3 du présent arrêté.

**Art. 5.** Les réseaux transmettent les demandes d'habilitation au Conseil supérieur au plus tard pour le 15 janvier de chaque année. Le bureau du Conseil supérieur vérifie la conformité des demandes et, s'il échoit, charge le réseau concerné de corriger les dossiers non-conformes dans les 5 jours ouvrables.

Au plus tard le 31 janvier de chaque année, le Conseil supérieur transmet, contre accusé de réception, les demandes d'habilitation conformes aux Commissions sous-régionales dont font partie les établissements ou leur(s) implantation(s) concernée(s) accompagnées de la liste récapitulative de toutes les demandes d'habilitation.

Les Commissions sous-régionales remettent un avis au Conseil supérieur pour le 15 mars de chaque année. Cet avis comprend :

1° le procès verbal de la réunion relative à l'examen des demandes d'habilitation dûment approuvé en ce compris la liste des établissements représentés ainsi que le nom et la fonction du représentant;

2° un avis argumenté sur base des critères définis à l'article 3 du présent arrêté,

3° les éventuelles notes de minorité;

4° l'avis, selon le cas, du Comité subrégional de l'emploi et de la formation concerné ou de la Commission consultative formation-emploi-enseignement.

**Art. 6.** Le Conseil supérieur examine la demande d'habilitation et les avis tels que définis aux articles 4 et 5 du présent arrêté. Le Conseil supérieur peut rendre un avis sur une demande d'habilitation en l'absence d'avis des Commissions sous-régionales.

Il remet son avis motivé au Gouvernement en fonction des critères mentionnés à l'article 3 pour la fin du mois d'avril de chaque année.

Cet avis est accompagné le cas échéant d'une note de minorité.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Un établissement peut renoncer à une ou des habilitation(s) par lettre recommandée adressée au Ministre en charge de l'enseignement de promotion sociale, avec copie adressée à la Direction de l'Enseignement de Promotion sociale. Elle prend effet à la date de réception de la lettre recommandée.

§ 2. Un établissement peut perdre l'habilitation à organiser une section si sur trois années consécutives, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, moins de 10 étudiants en moyenne ont été inscrits dans les unités de formation constitutives de la section organisées au cours d'une année civile, toutes unités de formation confondues.

Cette moyenne est calculée en prenant le nombre d'étudiants réguliers au premier dixième dans les différentes unités de formation organisées dans la section divisé par le nombre d'unités de formation organisées, sachant que la date d'ouverture des unités de formation sera utilisée comme date de référence.

En cas de convention de coopération visée à l'article 72 la moyenne se calcule par rapport aux unités de formation organisées par les établissements concernés.

En cas de convention visée à l'article 114 du décret, la moyenne se calcule en tenant compte des différentes unités de formation organisées par l'(les) établissement(s) concerné(s).

Par dérogation à ce qui précède, pour les sections délivrant un grade de spécialisation, la norme est de 7 étudiants en moyenne.

La Direction de l'enseignement de promotion sociale saisit le Conseil supérieur du non respect de la moyenne visée aux alinéas précédents. Dans ce cas, le Conseil supérieur peut proposer le maintien ou la perte de l'habilitation en fonction des arguments qui lui seront présentés et qui sont fondés sur les critères définis à l'article 3 du présent arrêté. Le Conseil supérieur transmet un avis motivé au Gouvernement pour la fin avril.

§ 3. L'habilitation est perdue d'office si l'établissement n'active pas la section lors de l'année civile suivant l'octroi de l'habilitation ou, au-delà, n'active aucune unité de formation de la section pendant deux années consécutives.

La Direction de l'enseignement de promotion sociale en informe le pouvoir organisateur de l'établissement dans l'enseignement subventionné par la Communauté française ou le directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française et le Conseil supérieur qui en informe le Gouvernement.

§ 4. L'habilitation est perdue d'office si les établissements concernés par une convention de coopération mettent fin à cette convention. Toutefois, dans le cadre de conventions de coopération liant trois institutions partenaires ou plus, le retrait d'un des partenaires n'entraîne la perte de l'habilitation que pour le partenaire qui se retire de la convention. Une nouvelle convention relative aux partenaires restants doit être établie et transmise au Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale qui en avertit l'Administration et le Gouvernement.

**Art. 8.** Lorsqu'un établissement perd ou renonce à son habilitation, il est autorisé à organiser les unités de formation de la section afin d'assurer la bonne fin des études. Il ne pourra y inscrire que les étudiants pouvant justifier d'une inscription préalable dans l'établissement dans une unité de formation de la section concernée l'année précédant l'année au cours de laquelle l'établissement a perdu ou renoncé à son habilitation.

A partir de la perte ou du renoncement à l'habilitation, l'établissement dispose du délai de validité des attestations de réussite des unités de formation indiqué dans le dossier pédagogique de l'épreuve intégrée ou au document 8ter tel que défini à l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet 2004 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 pour assurer la bonne fin des études. A défaut d'indication dans le dossier pédagogique de la section ou de l'unité de formation « Epreuve intégrée », il dispose d'un délai de trois ans.

L'établissement qui s'est vu refuser une habilitation doit attendre 2 années à dater de la décision du refus de l'habilitation avant de réintroduire une demande d'habilitation pour cette même section.

L'établissement qui a perdu ou a renoncé à une habilitation doit attendre 5 années à dater de la décision de la perte ou du renoncement à l'habilitation avant de réintroduire une demande d'habilitation pour cette même section.

**Art. 9.** Les établissements d'enseignement de promotion sociale organisés ou subventionnés par la Communauté française ne peuvent procéder à aucune publicité des sections délivrant le grade de brevet de l'enseignement supérieur, de bachelier, de spécialisation ou de master sans avoir obtenu au préalable l'habilitation par le Gouvernement de la Communauté française.

Une publicité est néanmoins autorisée pour l'année au cours de laquelle est attendue la réponse à une demande d'habilitation. La publicité devra contenir la mention suivante : « sous réserve de l'octroi de l'habilitation accordée par arrêté du Gouvernement de la Communauté française ». La mention sera de même taille de caractère et de police que le nom de la section faisant l'objet de la publicité.

**Art. 10.** A dater du 1<sup>er</sup> septembre 2011, à l'exception des unités de formation relevant des secteurs des langues et de l'informatique, tout établissement qui souhaite organiser ou continuer à organiser une ou des unités de formations relevant de sections de l'enseignement supérieur pour lesquelles il ne dispose pas de l'habilitation doit en demander l'autorisation au Gouvernement qui sollicite l'avis du Conseil supérieur.

A défaut d'autorisation du Gouvernement, les organisations des unités de formation concernées seront considérées comme des organisations illicites au sens de l'article 87bis, § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 et 5 du décret.

A dater du 1<sup>er</sup> septembre 2011, une période transitoire de deux années calendrier est laissée aux établissements pour fermer les unités de formation des sections qu'ils organisaient sans habilitation et pour lesquelles ils n'obtiendraient pas d'autorisation d'ouverture ou d'habilitation du Gouvernement.

Le fait d'octroyer à un établissement l'autorisation d'organiser certaines unités de formation d'une section relevant de l'enseignement supérieur ne signifie en rien que l'établissement est habilité à organiser la section concernée.

**Art. 11.** L'habilitation est accordée aux établissements qui ont obtenu une autorisation d'ouverture de la Direction de l'enseignement de promotion sociale et qui organisent une section, délivrant un titre de gradué, de post-gradué, de spécialisation ou d'ingénieur industriel transformée respectivement en section délivrant le grade de bachelier, de spécialisation, de master ou le brevet de l'enseignement supérieur.

Les établissements qui ont ouvert une(des) section(s) délivrant un grade de bachelier, alors qu'ils n'organisaient pas les graduats et post-graduats de cette filière de formation avant leur transformation, obtiennent une habilitation provisoire jusqu'au 30 juin 2011 et offriront aux étudiants la possibilité de mener leurs études à bonne fin. Pour la suite, ils doivent suivre la procédure d'habilitation décrite dans le présent arrêté.

**Art. 12.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les règles relatives aux habilitations octroyées aux établissements de l'enseignement de promotion sociale pour l'organisation des sections sanctionnées par les grades de bachelier, de spécialisation ou de master et par le brevet de l'enseignement supérieur est abrogé.

**Art. 13.** L'article 11 entre en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2010.

**Art. 14.** Le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juin 2011.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 2008

[C – 2011/29399]

**23 JUNI 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de regels met betrekking tot de machtigingen toegekend aan de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie voor de inrichting van afdelingen bekrachtigd door de graden van bachelor, specialisatie of master en door het « Brevet de l'enseignement supérieur » (brevet voor het hoger onderwijs)**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 45, vervangen bij het decreet van 14 november 2008;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 houdende bepaling van de regels met betrekking tot de machtigingen toegekend aan de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie voor de inrichting van afdelingen bekrachtigd door de graden van bachelor, specialisatie of master en door het Brevet de l'enseignement supérieur (Brevet voor het hoger onderwijs);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, verleend op 10 december 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 23 december 2010;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 24 januari 2011 van het Onderhandelingscomité van Sector IX : « Onderwijs » (Franse Gemeenschap) van het Comité van de provinciale en plaatselijke openbare diensten – Afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het overlegprotocol van 24 januari en 4 februari 2011 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het Onderwijs en de gesubsidieerde PMS-centra erkend door de Regering;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 49.592/2 verleend op 23 mei 2011 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, dient verstaan te worden onder :

1<sup>o</sup> decreet : het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2<sup>o</sup> afdeling : een afdeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie, geldig goedgekeurd in de zin van de artikelen 10 tot 12 van het decreet;

3<sup>o</sup> opleidingseenheid : een opleidingseenheid van het hoger onderwijs voor sociale promotie, behoorlijk goedgekeurd in de zin van de artikelen 13 en 14 van het decreet;

4<sup>o</sup> opleidingseenheid ingericht gedurende een kalenderjaar : elke opleidingseenheid begonnen gedurende het kalenderjaar;

5<sup>o</sup> de Hoge raad : de Hoge raad voor het onderwijs voor sociale promotie opgericht krachtens artikel 78 van het decreet;

6<sup>o</sup> de Subregionale commissies (CSR) : de Subregionale commissies opgericht bij artikel 123bis van het decreet;

7<sup>o</sup> de Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

8<sup>o</sup> netwerk :

1. de Coördinatieraad zoals bedoeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 november 2002 houdende oprichting van de Coördinatieraad en de Zoneraden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

2. de vertegenwoordigings- en coördinatie-organen van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs, erkend door de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** Overeenkomstig artikel 45, derde lid, van het decreet, worden de machtigingen aan de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie die door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd worden, om afdelingen te organiseren die de graden van bachelor, specialisatie of master of het Brevet de l'enseignement supérieur (Brevet voor het hoger onderwijs) toekennen, besloten door de Regering van de Franse Gemeenschap op advies van de Hoge raad. De machtigingsverleningen vermelden de betrokken vestiging(-en).

De machtiging is enkel toekenbaar aan een afdeling die voorafgaandelijk door de Regering goedgekeurd werd.

De machtigingsverlening kan gedeeltelijk zijn of in de tijd beperkt worden indien de aanvraag om machtiging uitdrukkelijk melding maakt van een overeenkomst zoals bedoeld bij artikel 72 of artikel 114 van het decreet.

De Hoge raad bepaalt de procedures en de nadere regels voor de ontvangst, het onderzoek en de overzending van de aanvragen om machtiging. Deze procedures en andere regels worden aan de netwerken en aan de Subregionale commissies elk jaar tegen 15 december meegedeeld.

**Art. 3.** Overeenkomstig artikel 123bis, § 3, eerste lid, van het decreet, gebeurt het onderzoek der aanvragen om machtiging op basis van de volgende criteria :

1<sup>o</sup> het beantwoorden van het opleidingsaanbod aan de socio-economische behoeften, in overleg met de socio-economische instanties van de geografische zone wat onder andere betreft de vraag naar geschoolde werkkraft door de betrokken beroepssectoren, de toegespitste aard van de opleiding, de bevolkingsdichtheid van de zone, de geconventioneerde aard van de opleiding.

Naargelang het geval wordt het advies van het betrokken Subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en opleiding of van de Adviescommissie opleiding – arbeidsbemiddeling – onderwijs gevraagd;

2<sup>o</sup> de concurrentiële dimensie van het aanbod en van het potentiële publiek en meer bijzonderlijk via de lijst van de bestaande organisaties van de betrokken opleiding en de mogelijke bestaande samenwerkingsovereenkomsten;

3<sup>o</sup> de inschrijving van de aanvraag tot machtiging in het kader van overeenkomsten zoals bedoeld bij de artikelen 72 en 114 van het decreet.

**Art. 4.** De inrichtende macht van de inrichting in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs of de directeur in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs stuurt een aanvraag tot machtiging aan zijn netwerk.

De aanvraag tot machtiging moet de elementen van informatie en motivatie bevatten met betrekking tot de machtigingscriteria opgesomd bij artikel 3 van dit besluit.

**Art. 5.** De netwerken zenden om het jaar de aanvragen om machtiging aan de Hoge raad over ten laatste tegen 15 januari. Het bureau van de Hoge raad gaat na of de aanvragen conform zijn en belast, desnoods, het betrokken netwerk met de verbetering van de niet-overeenstemmende dossiers binnen de vijf werkdagen.

Ten laatste tegen 31 januari van elk jaar, zendt de Hoge raad, met bericht van ontvangst, de overeenstemmende aanvragen om machtiging aan de Subregionale commissies waarvan de betrokken inrichtingen of hun vestiging(en) deel uitmaken samen met de opsomminglijst van alle aanvragen om machtiging.

De Subregionale commissies brengen een advies aan de Hoge raad uit tegen 15 maart, elk jaar. Dit advies bevat :

1<sup>o</sup> de notulen van de vergadering betreffende het onderzoek van de aanvragen om machtiging behoorlijk goedgekeurd met inbegrip van de lijst van de vertegenwoordigde inrichtingen alsook de naam en het ambt van de vertegenwoordiger;

2<sup>o</sup> een advies geargumenteed op basis van de criteria bedoeld bij artikel 3 van dit besluit;

3<sup>o</sup> de mogelijke minderheidsnota's;

4<sup>o</sup> naargelang het geval, het advies van het betrokken Subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en opleiding of van de Adviescommissie opleiding – arbeidsbemiddeling – onderwijs.

**Art. 6.** De Hoge raad onderzoekt de aanvraag om machtiging en de adviezen zoals bepaald bij de artikelen 4 en 5 van dit besluit. De Hoge raad kan een advies uitbrengen omtrent een aanvraag om machtiging bij gebrek aan een advies van de Subregionale commissies.

Tegen eind april, elk jaar, brengt hij zijn met redenen omklede advies ten behoeve van de Regering uit met inachtneming van de criteria vermeld in artikel 3.

Dit advies gaat desgevallend samen met een minderheidsnota.

**Art. 7. § 1.** Een inrichting kan afzien van één of meer machtiging(-en) bij aangetekende brief gericht aan de Minister belast met het onderwijs voor sociale promotie, samen met een afschrift gestuurd aan de Directie van het onderwijs voor sociale promotie. Deze beslissing heeft uitwerking met ingang van de datum van ontvangst van de aangetekende brief.

§ 2. Een inrichting kan de machtiging verliezen om een afdeling in te richten indien, op drie opeenvolgende jaren, vanaf 1 januari 2010, minder dan gemiddeld 10 studenten ingeschreven waren voor de opleidingseenheden waaruit de afdeling bestaat en die tijdens een kalenderjaar ingericht waren, waarbij alle opleidingseenheden op een gelijke voet worden gesteld.

Het gemiddelde wordt vastgesteld op basis van het aantal regelmatige studenten op het eerste tiende in de verschillende opleidingseenheden ingericht in de afdeling gedeeld door het aantal ingerichte opleidingseenheden, wetend dat de openingsdatum van de opleidingseenheden als referentiedatum gebruikt zal worden.

Als er een samenwerkingsovereenkomst bestaat zoals bedoeld bij artikel 72 wordt het gemiddelde berekend in verhouding met de opleidingseenheden ingericht door de betrokken inrichtingen.

Als er een samenwerkingsovereenkomst bestaat zoals bedoeld bij artikel 114 van het decreet wordt het gemiddelde berekend met inachtneming van de verscheidene opleidingseenheden ingericht door de betrokken inrichting(-en).

In afwijking van wat voorafgaat, voor de afdelingen die een specialisatiegraad bekomen, wordt de norm op gemiddeld 7 studenten teruggebracht.

De Directie Onderwijs voor sociale promotie maakt het niet-naleven van het gemiddelde bedoeld bij de vorige leden bij de Hoge raad aanhangig. In dergelijk geval kan de Hoge raad voorstellen de machtiging te behouden of in te trekken in functie van de argumenten die hem zullen worden voorgelegd en die op de criteria bedoeld bij artikel 3 van dit decreet steunen.

De Hoge raad zendt zijn met redenen omklede advies tegen eind april aan de Regering over.

§ 3. De machtiging wordt van ambtswege verloren als de inrichting de afdeling niet actief maakt tijdens het kalenderjaar volgend op de toekenning van de machtiging, of daarna, geen opleidingseenheid van de afdeling actief maakt gedurende twee opeenvolgende jaren.

De Directie Onderwijs voor sociale promotie licht er de inrichtende macht van de inrichting over in in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs of de directeur van het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs en de Hoge raad die de Regering er ter kennis van brengt.

§ 4. De machtiging wordt van ambtswege verloren als inrichtingen betrokken bij een samenwerkingsovereenkomst een einde stellen aan deze overeenkomst. Nochtans, in het kader van samenwerkingsovereenkomsten waarbij drie of meer partnerinstellingen betrokken zijn, leidt de uitval van één van de partners tot het verlies van de machtiging enkel voor de partner die zich terugtrekt. Een nieuwe overeenkomst met betrekking tot de overblijvende partners moet opgesteld worden en overgezonden aan de Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie die er het bestuur en de Regering van verwittigt.

**Art. 8.** Wanneer een inrichting haar machtiging verliest of ervan afziet, wordt ze ertoe gemachtigd de opleidingseenheden van de afdeling in te richten om te zorgen voor de goede beëindiging van de studies. Voor deze afdeling kunnen zich enkel studenten inschrijven die een voorafgaande inschrijving genoten in de inrichting in een opleidingseenheid van de betrokken afdeling gedurende het jaar dat voorafging aan het jaar gedurende hetwelk de inrichting van haar machtiging afziet of die verliest.

Vanaf het verlies of het afzien van de machtiging beschikt de inrichting over de termijn van geldigheid van de slaagattesten van de opleidingseenheden vermeld in het pedagogisch dossier van de geïntegreerde proef of in document 8ter zoals bepaald bij artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juli 2004 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, om voor de goede beëindiging van de studies te zorgen. Bij gebrek aan vermelding in het pedagogische dossier van de afdeling of de opleidingseenheid « Geïntegreerde Proef », beschikt ze over een termijn van drie jaar.

De inrichting waarvoor een machtiging geweigerd werd, moet twee jaar wachten vanaf de beslissing tot weigering van de machtigingsverlening alvorens een nieuwe aanvraag voor dezelfde afdeling in te kunnen dienen.

De inrichting die een machtiging heeft verloren of die ervan heeft afgezien, moet vijf jaar wachten vanaf deze beslissing alvorens een nieuwe aanvraag in te dienen voor dezelfde afdeling.

**Art. 9.** De inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap mogen geen reclame maken voor de afdelingen die de brevetgraad van het hoger onderwijs, van bachelor, van specialisatie of master zonder de voorafgaande machtiging door de Regering van de Franse Gemeenschap te hebben bekomen.

Nochtans wordt reclame toegelaten voor het jaar tijdens hetwelk het antwoord op de aanvraag tot machtiging verwacht wordt. De reclame zal de volgende vermelding bevatten : « onder voorbehoud van de toekenning van de machtiging toegekend bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ». De melding zal hetzelfde lettertype en dezelfde letterpolis gebruiken als de naam van de afdeling waarop de reclame slaat.

**Art. 10.** Vanaf 1 september 2011, met uitzondering van de opleidingseenheden die tot de sectoren talen en informatica behoren, dient elke inrichting die één of meerdere opleidingseenheden ressorterend onder afdelingen van het hoger onderwijs waarvoor ze niet over de machtiging beschikt, wenst in te richten of te blijven inrichten, een aanvraag om machtigingsverlening aan de Regering toe te sturen die het advies van de Hoge raad zal aanvragen.

Bij gebrek aan machtigingsverlening door de Regering zal de organisatie van de betrokken opleidingseenheden beschouwd worden als een onwettelijke organisatie in de zin van artikel 87bis, § 1, vierde lid en vijfde lid van het decreet.

Vanaf 1 september 2011 wordt een overgangperiode van twee kalenderjaar aan de inrichtingen toegekend om de opleidingseenheden te sluiten van de afdelingen die ze zonder machtiging inrichtten en waarvoor ze geen openingstoelating of machtiging van de Regering zouden bekomen.

Het toekennen aan een inrichting van de machtiging om sommige opleidingseenheden van een afdeling van het hoger onderwijs in te richten kan geenszins gelijkgesteld worden met een machtiging om de betrokken afdeling in te richten.

**Art. 11.** De machtiging wordt aan de inrichtingen toegekend die een openingstoelating hebben gekregen van de Directie Onderwijs voor sociale promotie en die een afdeling inrichten die tot het uitreiken van een bekwaamheidsbewijs leidt van gegradueerde, postgegradueerde, specialisatie of industrieel ingenieur respectief omgevormd tot een afdeling die de graad van bachelor, specialisatie, master of het brevet van het hoger onderwijs toekent.

De inrichtingen die één of meer afdelingen hebben geopend die leiden tot de uitreiking van de graad van bachelor, terwijl ze de graduataten en postgraduataten van deze opleidingsfilieren niet inrichtten voor hun omvorming, krijgen een voorlopige machtiging tot 30 juni 2011 en zullen de studenten de mogelijkheid bieden hun studies te beëindigen. Daarna moeten ze de machtigingsprocedure volgen die in dit besluit beschreven is.

**Art. 12.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 houdende bepaling van de regels met betrekking tot de machtigingen toegekend aan de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie voor de inrichting van afdelingen bekrachtigd door de graden van bachelor, specialisatie of master en door het « Brevet de l'enseignement supérieur » (brevet voor het hoger onderwijs), wordt opgeheven.

**Art. 13.** Artikel 11 treedt in werking op 1 september 2010.

**Art. 14.** De Minister tot wier bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 2011.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2011 — 2009

[C - 2011/29411]

### 23 JUIN 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la formation qualifiante d'animateur et de coordinateur en école de devoirs et aux équivalences aux brevets d'animateur et de coordinateur en école de devoirs

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, notamment les articles 14, 15 et 16;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 mars 2011;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 26 janvier 2011;

Vu l'avis de la Commission d'avis sur les écoles de devoirs, donné le 20 janvier 2011;

Vu l'avis de la Commission d'avis sur les écoles de devoirs portant sur les critères d'équivalences, donné le 29 septembre 2006;

Vu l'avis 49.496/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 mai 2011 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission consultative des organisations de jeunesse, donné le 15 février 2011;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse et du Ministre de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> Le Ministre : le Ministre qui a la politique de la Jeunesse dans ses attributions.

2<sup>o</sup> Le décret : le décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs.

3<sup>o</sup> Le module : un dispositif pédagogique constituant un ensemble cohérent.

4<sup>o</sup> L'expérience utile : un ensemble de périodes pratiques, prestées au sein d'une école de devoirs reconnue, qui se comptent en heures.

#### CHAPITRE 2. — La formation d'animateur en école de devoirs

**Art. 2.** La formation en vue de l'obtention du brevet d'animateur en école de devoirs compte deux cent vingt-cinq heures minimum dont cent vingt-cinq heures de formation théorique et cent heures de stage pratique.

Le parcours de formation comporte :

1<sup>o</sup> Une formation spécifique aux écoles de devoirs qui comprend :

a. un module de base comptant pour un total de septante heures minimum de formation théorique, dont minimum vingt heures doivent être prestées avant le stage pratique;

b. un stage pratique de cent heures minimum, en école de devoirs reconnue;

c. un module d'approfondissement de cinq heures minimum avant l'évaluation de fin de parcours.

2<sup>o</sup> Des modules thématiques dont la durée totale est au minimum de cinquante heures.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La formation spécifique visée à l'article 2, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, est d'une durée de six mois minimum à trois ans, à dater du premier jour du module de base et jusqu'à l'évaluation de fin de parcours.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, cette période peut être prolongée sur décision motivée du Service Jeunesse.